

Energies

Le point sur la LGV

Page 5

A la recherche d'un miracle

ENERGIE

La question centrale demeure : comment continuer à fournir de l'énergie dans un monde où les ressources sont limitées et diminuent. La solution devient plus facile si nous trouvons des moyens de *réduire* de façon volontariste et active notre demande en énergie. Et cette perspective devient elle-même plus facile si nous sommes moins nombreux à vouloir utiliser de l'énergie (c'est-à-dire si la population mondiale diminuait au lieu d'augmenter).

Voir dossier pages 6 à 9

2. Infos en vac...

3. Lutte contre l'artificialisation des terres nourricières

4. Brèves Sociales

5. LGV : le point

6 / 9. Energie : à la recherche d'un miracle !

9. Avant projet de monnaie locale pour le Pays basque

10. ATTAC : Eau, source de vie pas de profit !

11. La « Marche blanche »

12. Cultures : « L'enfant d'en haut »



... infos en vrac ...

Editorial

Un quart de siècle!

Voici donc le numéro 150 d'Ortazar. Un quart de siècle d'existence ! Une équipe vieillissante, un peu fatiguée, mais toujours profondément impliquée. Un bon groupe de fidèles lectrices et lecteurs qui continuent de nous porter.

Pourtant, les temps changent et la situation d'Ortazar est contrastée.

Une revue qui paraît tous les deux mois peut-elle rivaliser avec la presse quotidienne, les sites et les blogs qui réagissent le jour même ? Avec parfois le paradoxe que ce sont des militants d'Ortazar qui font parfois l'actualité, donnent des conférences de presse et lancent les alertes, pour publier le dossier... deux mois plus tard, deux mois après que le dossier ait été livré sur le net. Dans ces conditions, force est de constater une très lente érosion de nos abonnés. Dans ces conditions, comment ne pas se poser la question de continuer ou non, d'autant que porter Ortazar en même temps que de grosses luttes environnementales (Ligne à Grande Vitesse, déchets, Fertiladour etc.) demande une énergie importante.

Paradoxalement, nous discernons dans notre lectorat, des personnes fortement attachées à lire un dossier plus complet, plus précis, sur un support papier, tranquillement, dans un fauteuil ou aux chiottes (oui, nos reporters savent cela aussi). Oui, ces abonnés qui a plus de 70 % prennent l'abonnement de soutien à 18 euros, sont attachés à cette petite revue sans prétention qui brasse environnement, social, féminisme et culture.

Alors, Ortazar jette l'ancre ou continue à voguer ?

C'est à vous lectrices et lecteurs de répondre. Vous aussi vous avez légitimement le droit d'être fatigués de « la vaillante petite revue indépendante ». Nous repartons pour une nouvelle année mais nous sommes désormais attentifs aux signaux que notre lectorat nous enverra : lente désaffection ou signes encourageants. Les abonnements, les adresses nouvelles pour des numéros d'essai seront pour nous des indications précieuses. Et si d'aventure notre temps est passé, sans regrets, sans en faire des tonnes, nous laisserons la place avec la certitude que rien n'est irremplaçable et que toujours d'une façon ou d'une autre la relève germera.

ainsi à Pictet de stopper toute collaboration, tout du moins tant que Syngenta n'appliquera pas une stratégie de « risque zéro », ce qui relève de l'utopie au regard des produits concernés.

De son propre aveu, les programmes menés par Syngenta pour améliorer les conditions d'utilisation de cette substance sont des échecs. Si l'on suit les recommandations du rapport, le produit ne devrait être manipulé que par des utilisateurs disposant d'un équipement de protection adéquat, et formés à cet exercice. Mais, comme le souligne la Déclaration de Berne, cette exigence n'est réalisable que si elle est étendue à la majorité des pays dans lesquels est vendu le Paraquat. Reste que ces débats autour des précautions d'usage de ces substances pourraient presque porter à rire, dans la mesure où elles intègrent

des produits que nous consommons allégrement en bout de chaîne.

Par Cécile Cassier
<http://www.univers-nature.com>

(1) Le rapport s'intitule : « Report on the Sustainability Dialogue with Syngenta ».

Appel solennel au Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon

Nous (*Les Amis de la Terre*), signataires du présent appel, prions instamment les Nations Unies, les autorités internationales, les chefs d'états et de gouvernement, et la Présidente du Brésil, Dilma Rousseff, de déclarer M. Stephan Schmidheiny comme « persona non grata », lors de la Conférence des Nations Unies sur le

Développement Durable, dite de RIO+20, qui aura lieu du 20 au 22 juin, à Rio de Janeiro, Brésil. Comme criminel condamné pour avoir causé un désastre environnemental, M. Schmidheiny doit être interdit de participer à cette importante réunion qui va traiter de la planification et de la protection du futur de notre planète Terre.

M. Schmidheiny est, en même temps le Fondateur et Président Honoraire du Conseil Patronal pour le Développement Durable (World Business Council for Sustainable Development – WBCSD) et l'ex-proprétaire du groupe multinational ETERNIT, producteur de ciment-amianté, et également le fondateur « philanthrope » de la Fondation AVINA, qui soutient des actions sociales et environnementales en Amérique Latine.

Le 13 février 2012 à Turin, en Italie, M. Schmidheiny a été condamné à 16 années de prison pour avoir causé « un désastre environnemental intentionnel permanent » et pour « omission intentionnelle de mettre en place des règlements de sûreté et de santé (mesures préventives) » qui auraient protégé ses employés et la population en général, des risques mortels de l'exposition à l'amiante reconnu de longue date. L'amiante est un minéral cancérigène, qui cause la mort de plus de 107 000 personnes par an, selon l'organisation mondiale de la santé (OMS). Compte tenu de la sentence à une condamnation pour crime prononcée en Italie, et des dommages pour l'environnement dont M. Schmidheiny a été directement le responsable.

Nous, par la voie de cet appel public, prions instamment les Nations Unies et la Présidente du Brésil, Dilma Rousseff, de déclarer M. Stephan Schmidheiny « persona non grata » et de lui interdire de participer à la Conférence Rio+20.

Pour plus d'informations

• <http://bit.ly/IDB2Lb>

• Article de Fabrice Nicolino qui a été un des rares (avec Patrick Herman) à mener des recherches sur ce sujet : <http://fabrice-nicolino.com/index.php>

Action de Générations Futures, du RES et de l'Association des Victimes des Émanations de Perchloroéthylène des Pressings (ADVEPP) !

Le perchloroéthylène, puissant neurotoxique, vit ses dernières heures en France. Ou plutôt ses dernières années. Le 19 avril, une délégation du Réseau environnement santé (RES), de l'association *Générations futures* et de l'Association des Victimes des Émanations de Perchloroéthylène des Pressings (ADVEPP) a été reçue par le Directeur Général de la Santé. Celui-ci a annoncé que le perchlo serait, dans un premier temps, interdit dans les nouveaux pressings ouvrant à proximité d'habitations. Les établissements qui présentent un risque pour les riverains (contamination supérieure à 1 250 microgrammes par m³) seront fermés immédiatement. À partir de janvier 2014, les installations vieilles de plus de quinze ans devront cesser leur activité. En 2018, ce sera le tour des pressings ne disposant pas de la certification NF. Enfin, en 2022, le perchlo sera banni de toutes les laveries quels que soient leur label et leur ancienneté...

Syngenta : la toxicité des pesticides fait fuir des investisseurs

À la veille de l'assemblée générale de la multinationale suisse Syngenta, la fondation suisse Ethos, regroupant 130 investisseurs institutionnels, a dénoncé la commercialisation d'un pesticide hautement toxique, le Paraquat. Distribué sous l'appellation Gramoxone, celui-ci est responsable de nombreux empoisonnements, notamment dans les pays en développement. Dans un récent rapport (1), mandaté par la banque Pictet, elle met en garde contre le discours délivré par le Conseil d'administration et la direction de la firme. Ethos recommande

Vers une convergence des luttes contre l'artificialisation des terres nourricières

SUITE à l'appel lancé par la *Confédération Paysanne*, des représentant-e-s d'organisations, de collectifs mais aussi de participant-e-s venu-e-s à titre personnel, se sont réuni-e-s le week-end du 9 au 11 mars à Notre Dame des Landes. L'objectif était clair : **fédérer les luttes contre l'artificialisation des terres nourricières**.

Le lieu était emblématique puisqu'à Notre Dame des Landes, la résistance à la construction d'un aéroport au nord-ouest de Nantes est de plus en plus virulente. D'autres lieux étaient représentés où les luttes contre des projets d'artificialisation des terres –de lignes LGV notamment– sont tout aussi actives : Puy de Dôme, Var, Pays Basques...

Ce week-end de travail, un réel forum, s'est organisé en ateliers pour trouver et réfléchir aux actions de sensibilisation possibles, communes à toutes les luttes contre l'artificialisation des terres fertiles. La production de ces ateliers s'articule autour de 3 grands axes :

■ Création d'une « boîte à outils » pour argumentaires

Elle permettra à la fois d'offrir des outils aux convaincu-e-s pour gagner dans leurs luttes mais aussi de pointer des arguments pour convaincre celles et ceux qui seraient encore dans « l'ignorance ». Les argumentaires pourront proposer :

- ▶ De démonter les logiques économiques, capitalistes, industrielles, autoritaires... qui sous-tendent tous les projets d'artificialisation des terres ;
- ▶ De montrer les atouts des territoires touchés (patrimoine, services publics locaux, environnement, tissu économique et social) ;
- ▶ De démontrer l'inutilité et les dangers économiques, environnementaux et sociaux du projet d'artificialisation.

Enfin, les luttes pourront aussi présenter des exemples de gestion alternative et proposer des mesures de remplacement propres au territoire menacé.

■ Proposition de moyens d'actions innovants

Pour appuyer encore la sensibilisation nécessaire, un atelier s'est penché sur les moyens d'actions à proposer, soit dans un

esprit de méthodes classiques ou au contraire en proposant des actions humoristiques et innovantes. Que ce soit au contact direct avec la population ou par la voie des médias, une liste de moyens très fournie a été dressée proposant différents styles de manifestations originales (à vélo, de nuit, fourche en main, marches, opérations escargot, aides aux champs, chorales de légumes, actions clownesques, conférences gesticulées...).

■ Mise en réseau des luttes

Afin de se tenir informés et d'échanger sur les méthodes et les expériences vécues de chacune des luttes, il a été décidé de mettre en place un **réseau des luttes via Internet** notamment :

- Le site dédié proposera une carte des luttes, une newsletter, un centre de ressources, la trame de l'argumentaire, un agenda stratégique, un espace de discussion.

Parallèlement, un bulletin "**Stop Artificialisation**" (sortie le 17 avril à l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes), sera édité tous les 6 mois. Ce support papier permettra d'échanger et de diffuser des informations sur les différentes luttes du territoire national.

Le week-end de travail s'est achevé par la visite d'acteurs de l'association de petits paysans de Loire Atlantique « *Le Wagon* » venus présenter des exemples d'actions et de luttes actuellement menées par eux. Avant de se quitter, les participant-e-s étaient également invité-e-s à visiter les sites occupés sur la ZAD de Notre Dame des Landes.

Grâce à la pertinence et l'efficacité de ce forum, des actions concrètes et fédératrices ont donc été proposées, pour certaines d'entre elles déjà vivantes. Un réel **mouvement national de solidarité et de convergence des luttes contre l'artificialisation des terres nourricières** est en train de naître !

Pour rejoindre ce mouvement, plus d'infos sur le site Internet, déjà actif ! :

- <https://stopartificialisation.noblogs.org/>

Contacts pour le bulletin :

- stopartifbulletin@mailoo.org

PIXSO est heureux de vous annoncer la réalisation de sa 100^{ème} vidéo !

PIXSO est une association loi 1901 qui a pour but de promouvoir les associations et mouvements citoyens via la réalisation de vidéos et reportages. L'objectif est de permettre aux associations d'avoir un outil de communication afin de promouvoir leurs activités, attirer de nouveaux membres, obtenir des financements, des subventions... et ce... gratuitement !

« C'est le nerf de la guerre »

Depuis 2 ans maintenant, **PIXSO** soutient à travers ses réalisations une quinzaine d'associations et mouvements du Pays-Basque nord et de bien plus loin. **PIXSO** a réalisé la quasi totalité des vidéos des actions du mouvement altermondialiste Bayonnais *BIZI !*, soutenu le mouvement mondial des Indignés, des Anonymous, *Euskal Herriko Laborantza Ganbara, Batera, ELA* (à l'occasion des 100 ans), les cheminots, les éleveurs de brebis du Pays-Basque, le collectif contre la retraite à 60 ans, *Lurrama*, le *CADE*, le *DAL* (droit Au Logement), *Emmaüs International*...

PIXSO a participé à des événements tel que le *Klimaforum* (le contre sommet sur le climat à Copenhague), le contre sommet de Cancun à Cancun, au *No G20* de Nice, a suivie le mouvement des *Indignés* jusqu'à Bruxelles...

Tout ceci s'est fait en totale indépendance !

PIXSO est libre,

- ▶ libre de ses actes,
- ▶ libre de ses réalisations !

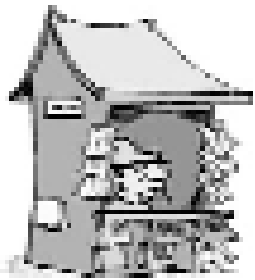


Toutes ces réalisations et cette liberté ont cependant un coût... Jusqu'ici, le projet a été totalement financé par ses membres. Ils sont deux, une administratrice et un réalisateur. Pour permettre aux associations d'avoir un outil de communication efficace, il a fallu investir dans du matériel de qualité : caméra, ordinateur, prise de son, sans compter les déplacements et les centaines de cassettes mini dv indispensables...

Nous faisons appel à votre solidarité pour nous permettre de continuer à soutenir, faire connaître et développer le milieu associatif et militant dans un monde gangrené par l'individualisme et les lobbies capitalistes.

Vous pouvez envoyer vos dons par chèque, à l'ordre de **PIXSO**, à l'adresse suivante :

Pixso
Maison des Associations
11 allée de Glain 64100 Bayonne



Brèves Sociales

Par Jean Maurice FAYE

Bilan de la CCI... critique !

★ Le syndicat LAB s'est élevé à la mi-mars contre le bilan semestriel positif présenté par les responsables de la CCI (sauf dans l'artisanat). Pour ce syndicat « *l'économie doit être au service de la société* » et « *la situation socio-économique est de plus en plus préoccupante* ». En effet, les salariés licenciés à Luxat, ceux dont l'avenir est incertain à Guyenne et Gascogne, ceux de Bioluz ou ceux de l'association Philae ne peuvent pas penser que la situation s'améliore. La CFDT constate de son côté que ses permanences juridiques sont très fréquentées et que cela n'est pas le fait du hasard mais celui de la précarisation des situations. Le syndicat LAB suggère que la CCI, avant de faire un bilan, devrait aussi rencontrer les syndicats de salariés et non uniquement les organisations d'employeurs.

Les « experts » dans les médias

★ C'est à n'en plus pouvoir de constater combien ils sont là présents partout ces fameux experts qui ont en commun un fond de commerce néo-libéral. Certaines émissions ne sont que des caricatures de la chose. Il y a encore quelques jours (le 24 avril), Yves CALVI (encore lui) faisait une analyse de « l'entre deux tours » dans son émission « *C dans l'air* ». Son plateau, toujours aussi bien équilibré, était composé de 2 éditorialistes de droite (dont Roquette) d'un économiste très libéral (N. Bouzou) et d'un seul économiste étiqueté à gauche (Bernard Maris). C'est comme ça que ça fonctionne chez CALVI et à la télé en général. De toute façon, en ce qui concerne l'économie en tant que discipline, elle n'est enseignée que par des professeurs à tendance très libérale dans leur grande majorité... alors pourquoi chercher d'autres sensibilités chez les « experts » et CALVI, que décidément je vomis, ne va pas faire d'effort et va continuer à surfer comme

cela puisqu'il pourra toujours recruter des « experts » y compris dans le camps adverses qui ne manquent pas de « libéraux » ne serait-ce que dans la proximité du PS. Les référentiels médiatiques ne sont pas près de changer !

Grève générale au Pays Basque Sud

★ En fait, c'est tout l'état espagnol qui a vécu une grève générale contre la réforme du marché du travail et la politique d'austérité. Au Pays Basque Sud, il y a eu 85 % de participation à ce mouvement. Les cortèges furent nombreux et denses (25 000 personnes à Bilbao par exemple). Evidemment, le gouvernement de la Communauté Autonome Basque et le syndicat patronal minimisent l'ampleur du mouvement qu'ils situent à environ 60 % des salariés. En corollaire de cela, la police s'est livrée à quelques opérations musclées et à des arrestations. Par exemple, quelques jours après la grève, deux délégués syndicaux de LAB ont été attraités en justice pour dégradation d'un mur (bombage) et condamnés à en payer le nettoyage à hauteur de 3 709 euros... La répression à marche forcée se met en route en Espagne.

Retraités « recalculés »

★ Les « recalculés », ce sont des retraités qui se sont vus signifier, quelques années après l'arrêt de leur vie professionnelle, que leurs annuités n'étaient pas validées et qu'ils n'étaient donc plus régularisés auprès de l'URSSAF. C'est une génération de travailleurs qui dans le cadre d'emplois saisonniers n'a pas forcément de bulletins de salaires officiels. Jusqu'en 2003, il suffisait de la caution de 2 témoins pour obtenir la validation de ces « trimestres ». Depuis 2008, ça n'est plus possible. Quelques dizaines de situations de ce type sont concernées en Aquitaine. Après la mobilisation des syndicats et de la CGT en particulier, 11 dossiers ont

été réglés favorablement à Bayonne. Le tribunal des affaires sociales a donné raison par la suite (le 20 avril dernier) à trois autres recalculés. Reste donc encore quelques situations à défendre pour la CGT qui vient de recevoir d'autres dossiers et se montre très en pointe dans ce combat.

Le bilan fiscal de SAKOZY

★ Le Syndicat Unifié des Impôts (SNUI) a présenté le 21 mars dernier son traditionnel bilan fiscal de fin de mandature, consacré au quinquennat sarkozien. Il note qu'avec la loi Tépa qui se disait en faveur du travail et qui intégrait le fameux bouclier fiscal, « cela a été la fête » de 2007 à 2011 pour les plus fortunés. Il y a eu 7 milliards d'euros d'allègements d'un côté et 4,5 milliards de prélèvements de l'autre. La taxation des entreprises s'est trouvée en net recul et l'impôt sur les sociétés est en retrait de 3,8 milliards en 2011 par rapport à 2007. Par contre les familles populaires ont vu leur imposition directe et indirecte croître avec : hausse de la TVA, de la CSG et du CRDS, relèvement non progressif de l'impôt sur le revenu, imposition des IJ, établissement de franchises médicales, taxation des mutuelles... En plus de cela... 30 000 postes dans le personnel des services des impôts ont été supprimés pendant le quinquennat... Cela va dans la même logique...

Soubresauts dans le social

★ Ces derniers temps, plusieurs faits montrent que la tension « monte » dans le secteur social. D'abord à l'association Philae avec la disparition du Centre Educatif Renforcé de CAME qui voit se 16 salariés rejoindre la cohorte des demandeurs d'emploi. Et ce pour des raisons techniques de nécessité de réhabilitation du lieu, réhabilitation non financée, semble-t-il, par l'autorité financière de la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse). Les salariés trouvent la potion

amère et dénoncent des pratiques gestionnaires qui auraient privilégié des dirigeants de l'association par des « sur-rémunérations ». Si cela s'avérait exact, il y aurait là effectivement une source importante de questionnement : d'un côté un manque sur une ligne budgétaire et une surdotation sur une autre... Même si on peut toujours dire que ce sont deux registres différents et pas à la même hauteur.

Par ailleurs la *Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte du Pays Basque* a vu un débrayage de 2 heures le 10 avril dernier de la part d'une grande partie de son personnel à l'appel de tous les syndicats présents dans l'association, au motif d'une dégradation des conditions de travail et parfois de la mise en danger de certains salariés. Il semblerait que les instances dirigeantes de l'association aient pris un peu la mesure du malaise et ralentissent la restructuration de l'association pour revenir à des nécessités plus foncières de rapport entre les équipes et leur hiérarchie au bénéfice des usagers et de ceux qui en ont la charge.

Lex du MEDEF ne connaît pas la rigueur

★ Par un courrier en date du 10 avril, la commission des infractions fiscales de Bercy a fait savoir au baron Ernest Antoine Seillière et à 13 autres cadres et anciens cadres de WENDEL, qu'elle envisage des poursuites pour fraude fiscale. Tout ce beau monde aurait soustrait quelques revenus de leur déclaration d'impôt. Le fisc leur réclame donc en tout 200 millions d'euros dont une quarantaine au seul baron Seillière. Mais le ministère des finances précise qu'il reviendra au prochain ministre du Budget de lancer ou non une enquête pénale. Ils sont courageux mais pas téméraires à Bercy ! Il faut savoir aussi que dans l'absolu, le baron et ses acolytes encourent une amende de 37 500 euros et 5 ans d'emprisonnement. Parions qu'ils ne seront pas condamnés à tout cela ! ♦

LGV : le point

L'approbation ministérielle des tracés

Ce n'est pas une surprise, elle était attendue logiquement après le *Comité de pilotage* de janvier. Ce qui était moins attendu c'est ce grand flou sur le Pays Basque et la signature.

La lettre dit :

« En ce qui concerne le Pays Basque, vous veillerez à prendre en compte des hypothèses de réalisation cohérentes avec la saturation prévisible des capacités de la ligne existante et intégrant l'avancée des travaux de l'observatoire des trafics et des évolutions économiques transfrontalières, installé le 14 novembre 2011 ».

Ceci laisse tout ouvert, du grand passage en force au report lointain. En effet, comment « intégrer l'avancée des travaux de l'observatoire des trafics » alors qu'il balbutie juste et qu'il n'aura une juste vision que vers les années 2023 ? Dans la même veine, annoncer la reprise des sondages, une enquête publique en 2013 et une DUP en 2014, nous semble faire bien peu de cas des travaux du dit observatoire.

Les opposants affirment qu'ils s'opposent, aux sondages, à l'enquête publique et à la DUP.

Le communiqué de Mme Alliot Marie

La signature de l'approbation par un haut fonctionnaire et non par le ministre, laisse perplexe.

Le communiqué de Mme Alliot Marie quoi qu'on en pense, révèle de curieuses pratiques.

En dehors de toute considération de politique politicienne, les deux informations données par MAM sont révélatrices de la main mise, et des méthodes de l'oligarchie dominante sur notre gouvernance. La décision n'est plus politique, elle est de l'ordre du technocrate. Les deux accusations de MAM en sont la preuve par l'exemple. Un



directeur de cabinet haut fonctionnaire (technicien) signe en lieu et place d'un ministre (politique) parti en campagne sans que le dit ministre soit au courant (Fillon dément et le ministre des transports se tait). Un haut fonctionnaire (responsable des infrastructures des transports auprès du premier ministre) quitte ses fonctions pour aller prendre de hautes responsabilités dans l'entreprise (*Réseau Ferré de France*) qu'il était sensé contrôler au nom de l'état.

Fil rouge : H. Du Mesnil PDG de *RFF*, Xavier Huillard, PDG *Vinci*, Daniel Bursaux *DGTIM* (signataire de l'approbation), Mathieu Chabanel transfuge vers *RFF* : tous du même sérail.

Nos amis du val de Suze ont, à maintes reprises, dénoncé la main de la mafia dans leur projet. Peut-on dire que dans l'état français si la mafia est moins présente c'est que la place est déjà prise ?

La saturation des voies s'éloigne encore

Dans un contexte de baisse générale des transports y compris routiers, dans un contexte général où les décisions gouvernementales récentes aggravent encore les handicaps du ferroviaire (camions de 44 t, liquidation des wagons isolés, dérèglementation des lignes de bus nationales, vote sans cesse repoussé de la taxe poids lourds...), *RFF* vient d'exposer les travaux réalisés ou à terminer sur les voies existantes. Les travaux permettent de gagner du temps entre Bayonne et Bordeaux

(17 mn contre 21 mn avec la voie nouvelle) et surtout ils permettent de gros gains de capacités. Après la présentation de *RFF*, nous retiendrons les travaux suivants :

- Signalisation et modernisation du matériel sur l'axe Bayonne-Dax.
- Évitements à Morcenx.
- Modification de la bifurcation de Mousseroles.
- Modification des stationnements des trains en gare de Bayonne (point savoureux car proposé à l'origine par la *CITEC* bureau d'étude indépendant qui annonçait qu'il n'y aurait pas de saturation des voies pendant un demi siècle au moins. *RFF* avait alors tiré à boulets rouges contre ce point technique impossible à réaliser selon *RFF*. Miracle ! Aujourd'hui c'est possible !).

Les opposants ont demandé à *RFF* de chiffrer l'augmentation de capacité des voies ainsi réalisées. Aucune, affirme sans sourciller *RFF*. Alors les opposants demandent à leur tour au sous-préfet l'autorisation de projeter quelques documents. Accord du sous-préfet, et nous projetons alors entre autres documents la fiche projet *RFF* fournie à la médiatrice et que nous n'aurions pas du avoir entre nos mains. Elle détaille en page 2 les apports capacitaires entre Bayonne et Dax qui font passer la capacité de 160 sillons par jour à 264. Pas de réponse de *RFF*. Nous projetons alors des diapos de l'étude indépendante *SMA-ProTrans* commandée et payée par la commission du débat public en 2006 (*RFF* l'a trouvée nulle. Tellement nulle qu'elle s'est empressée d'embaucher ce

bureau d'étude pour le cadencement des TER). Dans cette étude en intégrant les travaux aujourd'hui réalisés et présentés par *RFF* (Signalisation et modernisation du matériel sur l'axe Bayonne-Dax et évitements à Morcenx) on passe sur le pont Adour (et non plus sur Bayonne-Dax) à une capacité de 298 sillons par jour (244 jusqu'alors). En ajoutant la modification des stationnements des trains en gare de Bayonne, on gagne encore 24 sillons. Pas de réponse de *RFF*.

Le *Conseil général de l'Environnement et du développement Durable*, dans son rapport de juin 2011 a reporté la saturation des voies prévue par *RFF*, la Région et la *CCI* en 2020 à l'horizon 2030-2035. La raison essentielle en est la crise de 2008 et les prévisions de croissances.

Le scénario de référence 2006 reposait sur une évolution du PIB France 2,3 % /an et sur une évolution du PIB Espagne 3 % /an avec un scénario « bas » qui reposait sur une évolution du PIB France 1,9 % /an jusqu'en 2025 puis 1,6 % /an jusqu'en 2060 et sur une évolution du PIB Espagne 2,6 % /an.

Le rapport corrige donc les prévisions en considérant 1,46 % pour la France et 2,52 % pour l'Espagne jusqu'en 2025 et 1,8 % pour la France et 1,37 % pour l'Espagne jusqu'en 2060.

Le CGEDD fixait donc en conséquence la saturation à 2030-2035. Trois mois plus tard éclatait une nouvelle crise.

Pour 2012 on prévoit la récession pour l'Espagne et le Portugal (moins 1 et moins 3,3) et 0,4 pour la France.

Oui la saturation des voies s'éloigne encore !

Energie : à la recherche d'un miracle, l'avenir de la société industrielle

Les Amis de la Terre nous ont fait parvenir des extraits du livre de Richard Heinberg. Notamment le chapitre 6, reproduit ci-dessous, qui lance un débat dont la gravité n'échappera pas à nos lecteurs. On peut ne pas être d'accord sur tout mais les enjeux sont assez clairement identifiés.

Plaidoyer pour les économies d'énergie

(Traduction : Amis de la Terre)

La question centrale demeure : comment continuer à fournir de l'énergie dans un monde où les ressources sont limitées et diminuent. La solution devient plus facile si nous trouvons des moyens de *réduire* de façon volontariste et active notre demande en énergie. Et cette perspective devient elle-même plus facile si nous sommes moins nombreux à vouloir utiliser de l'énergie (c'est-à-dire si la population mondiale diminue au lieu d'augmenter).

En se basant sur tout ce que nous avons discuté précédemment, la conclusion est claire : il est quasiment sûr que le monde disposera non pas de plus, mais de beaucoup moins d'énergie à utiliser dans le futur, bien que cette très forte probabilité ne soit pas, et c'est regrettable, reflétée dans les projections de l'Agence Internationale de l'Energie ou tout autre source officielle reconnue. Il est quasiment sûr que l'approvisionnement en énergies fossiles ne pourra être compensé assez rapidement par les alternatives développées pour les remplacer. Les nouvelles sources d'énergie auront dans de nombreux cas des profils énergétiques nets plus bas que ceux que les énergies conventionnelles ont pu avoir traditionnellement et auront besoin d'infrastructures nouvelles coûteuses pour surmonter les problèmes d'intermittence que nous avons déjà abordés.

De plus, les tendances actuelles de baisse de la demande d'énergie, combinées à une baisse des taux d'investissement pour de nouvelles sources d'énergie (en particulier les

énergies fossiles) due à la persistance de la crise économique mondiale, vont probablement continuer encore plusieurs années, compliquant encore la prise de conscience générale du problème et une réponse coordonnée.

Quelles vont être l'ampleur de la chute de l'approvisionnement et sa vitesse ?

Si l'on tient compte des baisses de production de pétrole et gaz naturel dues à l'épuisement des ressources, d'une stabilisation de l'énergie à base de charbon et de la diminution récente des investissements dans le secteur énergétique, il semble raisonnable de prévoir une réduction de l'énergie mondiale disponible de 20 % ou plus, dans les 25 prochaines années. Si on ajoute à cela, une croissance prévisible de la population mondiale, cela entraîne des réductions substantielles des quantités d'énergie disponibles par humain. Il est fort peu probable que ces baisses soient réparties uniformément entre nations. Les importateurs de gaz et de pétrole seront les plus touchés et les pays les plus pauvres retomberont à des niveaux de consommation énergétique pré-industriels. L'essentiel de leur énergie proviendra des cultures vivrières et des forêts et le travail sera presque entièrement accompli à la force des muscles.

Ainsi, la question auquel le monde doit faire face n'est plus de savoir *si* on réduit la consommation

d'énergie mais *comment* on le fait. Les responsables politiques pourraient choisir de gérer la question énergétique de façon stupide, en maintenant notre dépendance aux énergies fossiles le plus longtemps possible, tout en faisant les mauvais choix pour les alternatives, comme les agrocarburants et les sables bitumineux et en investissant insuffisamment dans des options beaucoup plus prometteuses comme le solaire et l'éolien. Si c'est le cas, les conséquences seront catastrophiques. Les systèmes de transports vont périlcliter, en particulier ceux qui ont le plus besoin de véhicules très gourmands en énergie : avions, voitures, camions. Le commerce mondial va énormément se contracter avec l'augmentation des coûts du transport maritime. Avec des intrants et des transports dont les prix montent en flèche, les systèmes de production alimentaire très gourmands en énergie vont s'étioler. Tous ces facteurs pourraient entraîner un chômage de très longue durée et peut-être même la famine.

Gérer intelligemment

Si, par contre, les responsables politiques, gèrent intelligemment cette baisse de la consommation d'énergie, on pourrait maintenir une qualité de vie acceptable à la fois dans les pays industrialisés et les pays moins industrialisés, à un niveau beaucoup plus équitable qu'aujourd'hui. Parallèlement à cela, les émissions de gaz à effet de serre

pourraient être considérablement réduites. Mais pour cela, il faudrait une importante campagne auprès de l'opinion publique, afin de mettre en place une nouvelle éthique de protection des ressources, sur la base d'un large accord, pour remplacer les priorités actuelles que sont la croissance sans fin et la surconsommation, tant au niveau individuel qu'institutionnel et industriel. Nous ne tenterons pas ici de présenter une liste complète des changements nécessaires mais **voici quelques efforts concrets et techniques à faire** :

- Priorité immédiate et investissement public important dans la construction de systèmes de transit ferroviaire très efficaces ainsi que dans d'autres systèmes de transport public (y compris les pistes cyclables et voies piétonnes) tout en reconstruisant les villes pour réduire les besoins en transport motorisés des humains.

- Recherche, développement et construction de réseaux électriques qui supportent la distribution d'apports intermittents d'énergie renouvelable.

- Réfection du domaine immobilier pour une efficacité énergétique maximale (on peut réduire considérablement l'énergie nécessaire au chauffage grâce à une très bonne isolation et par une conception qui maximise les gains solaires).

- Réduction des besoins énergétiques pour pomper et traiter l'eau grâce à des mesures intensives de conservations de la ressource (il faut actuellement des quantités considérables d'énergie pour déplacer l'eau qui est indispensable à la fois pour l'agriculture et la santé humaine).

De même les initiatives politiques qui suivent seront nécessaires :

- Internalisation des coûts complets de l'énergie pour refléter son coût réel. Élimination de subventions énergétiques aux effets pervers, en particulier toute aide publique en amont et au niveau de la production. Encouragement par les



gouvernements de « *tarifs de rachat* » qui favorisent la production d'énergie renouvelable et écologiquement durable.

- Application des dix critères d'évaluation de l'énergie, listés dans ce document, à toutes les technologies énergétiques qui sont actuellement proposées au sein des négociations climatiques des Nations-Unies, pour des « *transferts de technologies* » des pays riches vers les pays pauvres.

- Relocalisation d'une grande part de l'activité économique (en particulier la production et la distribution des matériaux et de produits volumineux), afin de diminuer les besoins en énergie pour les transports et en conséquence, inversion des priorités actuelles d'un système économique mondial foncièrement basé sur le gaspillage.

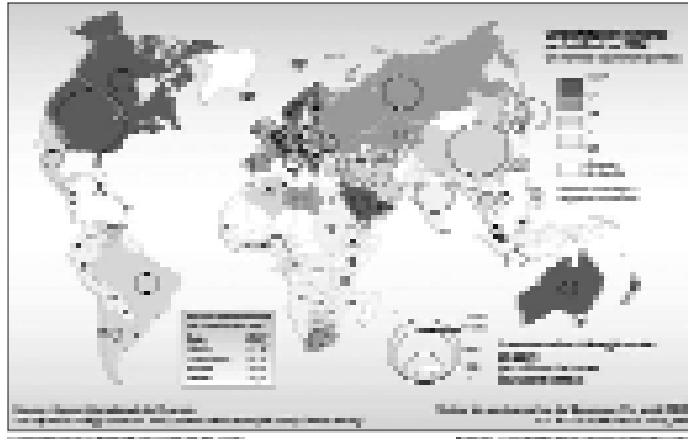
- Transition rapide des systèmes de production alimentaire, en remplaçant une production industrielle orientée à l'exportation, par une production plus locale pour une consommation locale, ce qui réduira la mécanisation, les intrants énergétiques, les coûts en produits pétrochimiques et en transports. De même soutien accru à la permaculture et à l'agriculture biologique. Soutien affirmé aux communautés paysannes traditionnelles du Tiers-Monde dans leur résistance croissante à l'agriculture industrielle à l'exportation.

- Changement majeur vers une *re-ruralisation*, c'est-à-dire création d'incitations afin que les gens retournent vers les campagnes, tout en convertissant autant de terres urbaines que possible, pour la production durable d'aliments, y compris une bonne partie des zones suburbaines utilisées comme pelouses ou parcs décoratifs.

- Abandon de la *croissance économique* comme norme pour mesurer le progrès économique et établissement d'une norme universelle plus équitable de « *suffisance* ».

- Accroissement des réserves obligatoires des organismes prêteurs afin de limiter la croissance industrielle endémique jusqu'à que les signaux de prix soient alignés de façon à refléter les coûts réels. Restrictions pour le financement basé sur l'emprunt.

- Elaboration d'indicateurs de santé économique pour remplacer



l'actuel calcul du PNB par un indice qui reflète mieux le bien-être général des humains.

- *Re-introduction* du modèle, à une époque très prisé, de « *substitution des importations* » (à partir des années 30), selon lequel, les nations s'engagent à satisfaire leurs besoins de base –alimentation, énergie, transport, logement, santé, etc...– *localement*, dans la mesure du possible, plutôt que par le commerce international.

- Création de protocoles internationaux à la fois sur l'évaluation énergétique (y compris les normes pour évaluer le taux de retour énergétique et les impacts environnementaux) que sur l'évaluation des technologies. Cette dernière devrait inclure une analyse complète du cycle de vie énergétique parallèlement au principe du « *pollueur-payeur* » et du « *principe de précaution* ».

- Adoption de protocoles internationaux sur l'épuisement des ressources, gaz, pétrole et charbon, liant une réduction graduelle de la production et de la consommation de ces combustibles d'un pourcentage annuel égal au taux d'épuisement actuel. Afin de réduire la volatilité des prix de ces combustibles.

- Transformation des règles du commerce international afin de récompenser les gouvernements à –au lieu de les empêcher de– protéger et encourager la relocalisation des modes de production et de consommation.

- Mesures agressives pour une « *régulation de la demande* » afin de réduire les besoins globaux en énergie, en particulier pour les réseaux d'électricité. Cela ferait partie d'une « *baisse d'énergie* » de l'ensemble de la société, c'est-à-dire une réduction planifiée dans les

activités économiques générales qui impliquent énergie, transports et débits de matériaux, en mettant plus l'accent sur les économies que sur de nouvelles technologies comme solution centrale à des problèmes croissants.

- Soutien international pour le droit des femmes à la santé et à la contraception ainsi que pour l'éducation et les débouchés, comme étapes essentielles pour atténuer la crise démographique et ses impacts sur l'épuisement des ressources.

- Faire passer le contrôle de l'ensemble des ressources naturelles qui restent, des multinationales et institutions financières des pays industrialisés aux peuples des pays moins industrialisés où ces ressources se trouvent. Tous ces efforts ont pour but d'atteindre une économie stable, sans croissance, au lieu d'une économie basée sur la croissance. L'énergie et l'activité économique sont en effet étroitement liées : sans une croissance continue de l'énergie disponible, les économies ne peuvent croître. Il est vrai que des améliorations dans l'efficacité, l'introduction de technologies nouvelles et le changement des priorités de la production de base vers la prestation de services peuvent permettre une certaine croissance économique dans des secteurs spécifiques sans qu'il y ait accroissement de la consommation d'énergie. Mais ces évolutions ont aussi leurs limites inhérentes. Sur le long terme, un approvisionnement en énergie, stationnaire ou en baisse, doit se traduire par une stabilité ou une contraction économique. Avec une planification correcte, il n'y a cependant aucune raison pour que, dans de telles conditions, une qualité de vie acceptable ne puisse être maintenue. Pour la planète en tant que telle, cela pourrait

entraîner la conception d'un plan délibéré de redistribution mondiale de la consommation d'énergie sur une base plus équitable, avec des pays industrialisés réduisant de façon importante leur consommation et des pays moins industriels augmentant leur consommation avec comme objectif de soutenir un « *niveau suffisant* » mondial pour tous les peuples. Une telle formule pourrait compenser des siècles d'expropriation coloniale des ressources des pays pauvres, un facteur historique qui a joué un rôle important dans la croissance industrielle rapide des pays riches, avides de matières premières, durant les 150 dernières années. En s'attaquant à cette disparité, on pourrait donner une chance de survie aux pays pauvres et même une chance d'équité.

Une bonne nouvelle : il existe une importante littérature qui décrit comment on peut réduire la consommation d'énergie dans les pays nouvellement riches, tout en augmentant les niveaux de satisfaction personnelle et la résilience des communautés. Les exemples sont légion et comprennent les réussites de jardins communautaires, de cohabitation, de partage d'emplois, de vastes programmes d'investissement locaux et d'économie, comme Jerry Mander les mentionne brièvement dans l'avant-propos, notamment le mouvement des Villes en Transition qui balaye l'Europe et arrive aux Etats-Unis.

Bien que cela dépasse le cadre strict de cette brochure, il doit être noté et souligné que les efforts mondiaux d'économies d'énergie sont et seront nécessaires pour *toutes* les ressources naturelles (et pas seulement les ressources énergétiques). Les ressources de la planète en minerais à haute teneur sont limitées et on s'attend –lorsqu'elles ne se produisent pas déjà– à des pénuries touchant toute une série de minéraux comme le phosphore, le coltan et le zinc, pour les décennies à venir si les modes de consommation actuels se maintiennent.

Dans les années qui viennent les activités économiques et le bien-être humain peuvent être sapés par de graves problèmes comme la déforestation, la perte des sols due à l'érosion et (dans de nombreux cas) le déclin catastrophique et irréversible d'espèces sauvages de poissons dans les océans.

L'adaptation des sociétés à des

ressources limitées pose inévitablement la question de la démographie. Si la population augmente mais que l'économie garde la même taille, il y a moins de biens économiques par personne.

Comme l'énergie et les contraintes matérielles imposent effectivement un plafond à la croissance économique, le seul moyen d'éviter un déclin continu de l'accès à des biens économiques par individu, est de limiter la population en donnant par exemple des incitations pour des familles plus petites au lieu de grandes familles (Note : aux Etats-Unis, les familles nombreuses sont récompensées aujourd'hui par une baisse des impôts), ainsi qu'en permettant un meilleur contrôle des naissances et en soutenant les femmes pauvres pour qu'elles puissent avoir un meilleur niveau d'éducation. Les responsables politiques doivent voir la diminution de la population comme un objectif, plutôt que comme un frein à la croissance économique.

Dans son livre « *Energy at the Crossroads* », Vaclav Smil montre le lien entre la consommation d'énergie par individu et différents indices de bien-être. Les chiffres tendent à montrer que le bien-être nécessite entre 50 et 70 GJ par personne et par an. Lorsque la consommation dépasse légèrement ce niveau, le sentiment de bien vivre augmente aussi, mais pas au-delà de 100 GJ par personne, une « *marge sécurité* », en quelque sorte. Il est remarquable de constater qu'au-delà de ce niveau de consommation, il n'y a aucune augmentation du sentiment de bien vivre. En fait, plus nous consommons et sommes riches et moins nous semblons être contents et rassasiés. C'est à se demander si les efforts nécessaires pour augmenter la richesse matérielle et la consommation ne contiennent pas en eux-mêmes leurs propres insatisfactions, en entrant en compétition avec le temps libre et les plaisirs personnels, avec une pression quotidienne accrue, des contacts familiaux réduits et une perte de contact avec la nature. La consommation d'énergie nord-américaine est de 325 GJ par an. Si on utilise ces indices comme objectifs et que l'on garde en tête la quantité totale d'énergie qui sera disponible à partir de sources d'énergies renouvelables, il devrait être possible de fixer un plafond pour la taille de la population et les niveaux de consumma-

tion qui équilibreraient ces facteurs.

Les économies d'énergie peuvent prendre essentiellement deux formes : **restrictions** et **efficacité**. Sous le terme de *restriction*, on entend des situations où les usages de l'énergie sont tout simplement discontinus (par exemple, on peut éteindre la lumière d'une pièce que l'on quitte). L'*efficacité* décrit des situations où moins d'énergie est utilisée pour fournir un avantage équivalent (un exemple serait le remplacement d'ampoules à incandescence par des ampoules compactes LED). L'efficacité est, sans surprise, la préférée, vu que peu de gens sont prêts à abandonner des avantages tangibles, mais les gains en efficacité sont sujet à la loi des rendements décroissants (les 10 premiers pourcents peuvent être faciles et bon marché, mais les 10

C'est à tous les niveaux de la société que nous devons commencer à planifier la baisse de la consommation d'énergie !

suivants seront plus chers, et ainsi de suite) et il y a toujours une limite ultime à la possibilité de gains d'efficacité (il est impossible d'éclairer des maisons la nuit ou de transporter des marchandises avec une dépense d'énergie nulle). Cependant, l'efficacité énergétique à travers tous les secteurs de l'économie, permettrait déjà, à court terme, de faire beaucoup.

La restriction de l'usage est la solution aux problèmes d'approvisionnement énergétique, la plus rapide et la meilleur marché. Si on tient compte du fait qu'un engagement proactif dans une transition énergétique inévitable n'a que trop tardé, il est très probable qu'il faudra procéder à des restrictions (plutôt qu'à l'efficacité ou au remplacement par des sources alternatives) en particulier dans les pays riches. Mais même en mettant en œuvre cela, un effort proactif sera crucial, car des restrictions planifiées et gérées provoqueront beaucoup moins de désordres sociétaux que des restrictions non prévues comme des blackouts électriques ou des crises énergétiques.

La transition vers une économie stationnaire nécessitera une révision des théories économiques et une refonte des systèmes financiers et monétaires. De toutes façons, ces efforts seront nécessaires si le

monde se relève de la crise économique actuelle.

C'est à tous les niveaux de la société que nous devons commencer à planifier la baisse de la consommation d'énergie !

Nous devons identifier les biens économiques essentiels (comprenant bien sûr les aliments, l'eau, le logement, l'éducation, la santé) et les découpler d'une consommation à volonté qui a été encouragée ces dernières années, simplement pour alimenter la croissance économique.

Les négociations de l'ONU sur les changements climatiques qui ont mené au sommet de Copenhague en 2009 ont été une occasion pour la planète de réaliser la place cen-

trale des économies d'énergie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, celles-ci sont à peine évoquées dans l'agenda officiel de l'ONU sur le climat. Malencontreusement, une grande partie des discussions politiques actuelles se concentrent sur l'augmentation des ressources en énergies renouvelables avec une attention minime ou nulle portée sur leurs limites écologique, économiques et pratiques. L'efficacité énergétique est de plus en plus prise en considération, mais elle devrait être vue comme une partie du programme d'économies d'énergie dans le but de réduire la demande mondiale totale en énergie.

De façon surprenante, un protocole d'entente récent entre les Etats-Unis et la Chine, sur l'énergie et le climat mettait en tête de liste les économies d'énergie parmi les préoccupations communes. Si les deux plus grands consommateurs d'énergie de la planète pensent en effet que c'est leur première priorité, cela devrait passer au premier plan lors des discussions sur le climat.

Mais le mandat de l'ONU pour les négociations sur le climat n'inclue pas un processus multilatéral officiel pour coopérer à une baisse de la consommation d'énergie. Les négociateurs sont de plus en plus préoccupés par les questions liées à l'ap-

provisionnement énergétique, mais n'ont pas de forum international pour aborder ces problèmes.

Les gens de la sécurité nationale semblent prendre au sérieux les menaces liées aux changements climatiques et à la vulnérabilité de l'approvisionnement énergétique. Cela pourrait fixer un nouveau cadre pour que les efforts internationaux de l'après-Copenhague répondent aux inquiétudes collectives dans le but d'éviter des conflits violents provoqués par l'épuisement des ressources énergétiques et les changements climatiques.

Notre avenir énergétique sera défini par des limites et par la façon dont nous prendrons en compte ces limites. Les êtres humains peuvent sûrement vivre à l'intérieur de limites : la plus grande partie de l'histoire de l'humanité s'est déroulée dans des conditions de relative stabilité de la consommation énergétique et de l'activité économique. Ce n'est que lors des deux derniers siècles que nous avons assisté à un accroissement spectaculaire de l'activité économique, de la consommation d'énergie et de matières premières ainsi que de la population humaine. Adopter volontairement des limites ne signifie donc pas la fin du monde, mais un simple retour vers un modèle de vie humaine plus normal. Nous devons commencer à considérer qu'au XX^{ème} siècle, nous nous sommes adonnés à des modèles économiques de surconsommation qui resteront inutiles et ne pourront être maintenus.

Si la transition énergétique est menée sagement, il est presque certain de pouvoir maintenir dans le cadre de ce contexte de stabilité, de nombreux avantages que notre espèce a pu apprécier ces dernières décennies : meilleure santé publique, meilleure connaissance de nous-mêmes et de notre monde, accès plus important à l'information et à la culture, comme la musique et les arts.

En adoptant des sources d'énergie alternatives, les sociétés vont simultanément adopter de nouvelles attitudes envers la consommation, la mobilité et la démographie. D'une façon ou d'une autre, la transition vers un monde sans énergies fossiles sera un tournant de l'humanité aussi important historiquement que la découverte de l'agriculture ou la révolution industrielle. ♦

AVANT-PROJET DE MONNAIE LOCALE POUR LE PAYS BASQUE - Mars 2012

Principes généraux

1. Le nom de la monnaie sera choisi par les habitants du Pays basque, au travers d'une élection à deux tours. Ils ont pu proposer, en mars-avril, les noms qu'ils souhaitaient donner à leur monnaie. Ensuite, un jury composé de membres du comité de suivi et du comité de pilotage de l'Association pour la création d'une monnaie basque, écologique et solidaire (Ambes) choisira 7 noms dans cette liste. Parmi ces 7 noms, les habitants en choisiront un, au cours d'un scrutin ouvert, « *Zazpietatik bat* », qui se terminera en mai.

2. La monnaie sera lancée en Iparralde. Une extension au Pays basque sud pourra ensuite être envisagée.

3. La monnaie sera échangée contre des euros à un **taux de 1 pour 1, sans frais**.

4. Les euros récoltés seront conservés sur un compte, constituant le **fonds de garantie**. Ce fonds de garantie sera placé auprès d'institutions financières solidaires ou éthiques. Des discussions seront ouvertes pour voir de quelle manière ce dépôt peut permettre de générer des prêts pour des activités structurantes de filières dont le besoin se ferait ressentir sur le territoire.

5. La monnaie ne sera pas reconvertible pour les particuliers.

6. La monnaie sera reconvertible pour les prestataires, moyennant une **décote de 5 %**. Les prestataires (commerçants, PME, professions libérales, artisans...) recevront 95 euros pour 100 unités de monnaie locale.

7. Il n'y aura pas d'exception à ce prélèvement de 5 %. Nous ferons un bilan au bout d'un an pour voir si cela pose un problème aux producteurs en fin de course ou à certains prestataires en particulier.

8. Sur ces 5 %, 2 % iront financer l'association gestionnaire de la monnaie, et 3 % iront financer le

bonus d'émission, c'est-à-dire le don aux associations sélectionnées par les adhérents.

9. **Bonus d'émission** : à chaque adhésion annuelle, l'adhérent désignera l'association qu'il souhaite soutenir. À la fin de chaque trimestre, un versement en monnaie locale équivalent à 3 % des sommes échangées par cet adhérent au cours du trimestre sera effectué à cette association.

10. La monnaie sera fondante. Cette fonte (ou démurage, en termes économiques) sera strictement respectée. La fonte sera de 2 % tous les trois mois : au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre.

11. C'est l'adhérent ou le prestataire qui aura le billet en mains à la date de la fonte qui devra s'acquitter de son montant. Il s'agira de coller au verso du billet un timbre vendu par l'association, par exemple de 20 cts pour un billet de 10 unités de monnaie locale.

12. Ce sont les prestataires qui auront ces timbres. Ils les colleront le jour de la fonte sur les billets qu'ils ont en caisse. Si un adhérent se présente après le jour de fonte avec un billet non timbré, il devra s'acquitter auprès du prestataire du paiement de 2 % de la valeur du billet. Le commerçant apposera alors, sur le moment ou en fin de journée, les timbres sur les billets.

13. Les billets seront d'une validité de 1 an ou 2 ans. Dans le premier cas, ils seront échangeables contre des billets neufs pendant une durée de 6 mois après la date limite de validité, et dans le deuxième pendant une durée de 12 mois.

14. Les **collectivités territoriales** pourront distribuer une partie de leurs aides sociales ou subventions aux associations en monnaie locale. Cela constituera un effet de levier pour l'économie locale. L'expérience du SOL Violette à Toulouse montre que la distribution de monnaie locale aux chômeurs et exclus favorise leur insertion dans la vie locale.

15. Une **monnaie électronique** sera mise en place dans un second temps, et obéira aux mêmes règles que la monnaie papier pour ce qui concerne la fonte et la reconversion. Sont envisagés des paiements par téléphone portable, qui pourront concerner prestataires et particuliers, et des paiements par virement, par *Paypal* et par chéquier, qui pourraient ne concerner que les paiements de professionnels à professionnels, ou d'employeurs à salariés.

La constitution du réseau

16. La monnaie locale sera lancée le **1^{er} janvier 2013**.

17. Elle sera lancée sur tout Iparralde, mais canton par canton, ou par bassins de vie, communautés de communes ou villes, selon l'échelle la plus adaptée à chaque territoire. Ces territoires, quelle que soit leur taille, seront désignés par le terme d'**eskualde**.

18. Ces eskualde seront animés par des groupes locaux de bénévoles souhaitant faire vivre la monnaie sur leur territoire. Le périmètre de chaque eskualde est à définir par son groupe local.

19. Chaque eskualde, pour lancer la monnaie sur son territoire, devra réunir **au minimum** :

- **6 bénévoles**, dont trois responsables :

- ▶ Coordination avec l'association,

- ▶ Relations avec les utilisateurs, les prestataires et les associations partenaires,

- ▶ Gestion/Trésorerie.

- **120 utilisateurs**, qui devront changer ensemble au minimum **10 000 euros** ;

- **5 associations** partenaires représentant au moins 300 adhérents **en tout** ;

- **3 bureaux de change** : entreprises, associations, commerces, etc.

- **35 prestataires** dont :

- ▶ **7 commerces de proximité** : bars, restaurants, journaux, épiceries, salons de coiffure, pharmacies, etc.

- ▶ **7 artisans et professions libérales** :

les : médecins, dentistes, plombiers, couturières, peintres, etc.

- ▶ **7 producteurs** : paysans, artisans d'art, pêcheurs etc.

- ▶ **7 associations** de loisirs, sports ou culture : comités des fêtes, associations de danse, festival, clubs de sport, gau eskola, etc.

- Pas de minimum requis pour les **services publics** prestataires, au niveau municipal notamment : piscine municipale, bus scolaire, cantine scolaire, etc.

20. Chaque groupe local se créant sur un eskualde présentera son projet de lancement à l'association gestionnaire de la monnaie, qui l'aidera à évaluer sa faisabilité et lui donnera son feu vert. C'est ainsi que le **lancement de la monnaie sur tout le territoire sera progressif**.

21. Dès le 1^{er} janvier 2013, les fournisseurs des prestataires pourront être localisés sur tout Iparralde, même hors des eskualde. Ils pourront être payés en monnaie complémentaire. Charge à eux de dépenser ensuite cette monnaie sur les eskualde actifs, ou de reconverter la monnaie en euros.

22. **À partir de l'été 2012 une campagne de conversion anticipée** aura lieu. Sur tout Iparralde, les habitants pourront adhérer à l'association, qui sera créée fin juin, et verser 100 euros contre 100 unités de monnaie locale à recevoir le 1^{er} janvier 2013.

23. Les adhérents habitant un territoire où la monnaie n'est pas lancée au 1^{er} janvier 2013 auront la possibilité, s'ils le souhaitent, de reconverter leur monnaie en euros sans frais. Ils resteront cependant adhérents.

24. Un bilan complet du fonctionnement de la monnaie sera fait au bout d'un an sur les eskualde de lancement.

Agrément des prestataires

25. En ce qui concerne l'agrément des prestataires et le feu vert donné à leur adhésion au réseau, son fonctionnement n'est pas encore défini précisément. Il devrait l'être bientôt.

Qui peut croire qu'on peut se remplir les poches avec de l'eau ?

Eau, source de vie, pas de profit !

la page
d'
attac

Par **Florence Fatoux** envoyée
d'Attac Pays Basque au Fame

EN MARS était organisé à Marseille le forum mondial de l'eau (FME). Ce forum, constitué du *Conseil Mondial de l'Eau* (association de droit privé comprenant les Etats et les plus grandes entreprises de l'eau comme Veolia ou Suez) et du *Conseil National Français*, n'a aucune légitimité. Financé par des fonds publics à hauteur de 16 M d'euros, il n'a pour seul but que de mettre en place la marchandisation de l'eau. Les grandes corporations transforment insidieusement un bien commun en produit pour les marchés financiers internationaux. Ce marché est devenu très lucratif car tous les producteurs d'énergie et grosses firmes industrielles, agro-alimentaires ont besoin d'eau : *Monsanto*, *Shell*, nucléaire, gaz de schiste et autres. **C'est donc une véritable guerre qui s'est mise en place pour l'accaparement de ce bien vital.**

Un mouvement mondial citoyen en formation !

Depuis des années l'ensemble des mouvements de la société civile qui militent pour la préservation des ressources en eau et leur gestion citoyenne ont élaboré des plateformes, des propositions et des actions qui ont servi de base pour l'émergence d'un mouvement pour la réappropriation de l'eau, bien commun de l'humanité. **Ce mouvement mondial multiforme a permis le recul de la privatisation de l'eau en Amérique Latine, en Afrique, en Europe** et tout particulièrement en France, berceau des principales multinationales du secteur (retour de Paris ou d'Anglet en gestion publique). Il a favorisé la reconnais-

sance de l'accès à l'eau comme l'un des droits humains fondamentaux par l'ONU le 28 juillet 2010. Mais il faut aller plus loin : **le besoin vital d'eau potable par habitant est de 40 litres par jour, ce droit devrait être garanti. Il s'agit donc bien d'un droit gratuit qu'il faut exiger.** Se tenait donc à Marseille en parallèle du FME, le forum mondial alternatif de l'eau (FAME). Le FAME a été promu par des organisations internationales, des associations de citoyens et des syndicats qui dénoncent la foire des marchands d'eau. Son rôle est de montrer qu'il existe des alternatives sociales et environnementales à la crise de l'eau. Plus de 60 pays avaient envoyé des représentants pour dénoncer l'accaparement de l'eau, pour faire des propositions ou témoigner des alternatives mises en place. Le FME tente de dépolitiser la question de l'eau et de sa gestion, le FAME, lui, veut une participation des politiques dans le partage. *Attac Pays Basque* a envoyé au FAME deux représentantes. A leur retour, elles ont animé un Attac café avec toutes les informations récoltées.

La situation de l'eau dans le monde est critique, le droit d'accès à l'eau n'est pas respecté dans les pays du sud !

Les têtes des femmes en Afrique sont transformées en aqueduc. Dans les pays pauvres, l'eau est spoliée par des transnationales pour la mettre en bouteille privant la population locale de ce bien, modifiant l'écosystème et entraînant des déplacements de population. Il faut préciser que cette eau en bouteille est ensuite vendue aux habitants (déboursant la moitié de leur salaire journalier) car puisée à 800 m de profondeur elle n'entraîne pas de maladie contrairement à l'eau de surface qui est impropre. Là où l'eau ne manque pas, comme dans les pays du nord dont la France, sa qualité ne cesse de baisser. On estime

que 40 % des nappes phréatiques sont polluées sans qu'aucune organisation ne travaille sur cette problématique. Les polluants sont divers : antibiotiques, aluminium, nitrite, nitrate, pesticides, œstrogène et radioactivité. Le nombre d'habitants devant consommer de l'eau en bouteille est de plus en plus important (des régions entières en Espagne et pour la France, principalement en Bretagne).

De plus, particulièrement en Afrique, **un effet collatéral récent de la crise mondiale est l'achat de terres par la banque mondiale, des fonds de pension ou des grandes entreprises permettant ainsi le placement de liquidités** (c'est le cas de le dire...)

Les conséquences sont graves car ces terres mises en monoculture pour produire des agrocarburants entraînent un prélèvement excessif d'eau dans les fleuves. Des barrages sont mis en place non sans conséquences pour les territoires en aval. Les potentiels d'irrigation étant dépassés la situation n'est pas pérenne et va entraîner de grandes sécheresses voir un assèchement des cours d'eau ou des lacs (danger imminent pour le Niger et le Nil). Par exemple, au Soudan, 4,9 millions d'hectares de terres cultivables sont mises en vente alors que le potentiel d'irrigation n'est que de 2,8 millions d'hectares. On prédit la disparition du Nil si cette transaction a lieu.

Dans d'autres pays, c'est l'eau qui est accaparée pour produire des produits d'exportation au détriment de la souveraineté alimentaire du pays. Par exemple, production de fleurs en Equateur, de fruits au Pérou. En Israël, l'eau palestinienne est détournée pour produire des agrumes.

Les conclusions du FAME sont donc nombreuses

Il faut appeler les Etats à reconnaître dans leur constitution le droit à l'eau, instaurer un crime contre le droit à l'eau avec un tribunal international, maintenir la souveraineté ali-

mentaire des pays en arrêtant les monocultures intensives, adopter un moratoire sur le financement des grands barrages et mettre en œuvre une transition énergétique avec réduction de la consommation. Il faut aussi mettre en place une gestion publique de l'eau avec un contrôle démocratique et une tarification progressive.

Le rendez vous est pris pour le sommet des peuples qui se tiendra à Rio en juin 2012 en marge du Rio+20. Pour plus d'information, le site du FAME 2012 :

<http://www.fame2012.org/fr/>

Prochaines activités d'Attac Pays Basque

• Attac cafés

Café citoyen de 19h à 21 heures à la Taverne de l'Atalante - Bayonne

• Lundi 21 mai

La «*Fabrique de la pauvreté*» un système bien huilé, avec la participation d'*Emmaüs* après leur congrès mondial à Anglet et *Guy de Barbeyrac* d'Attac Pays Basque.

• Lundi 11 juin

Avant les élections législatives, un sujet essentiel : modifier le dernier traité européen (Pacte de stabilité) ; un pacte contre les peuples, par *Eliane Pibouleau Blain*, militante associative.

✓ Mardi 5 juin

À 20 h, à l'IUT de Bayonne *Geneviève Azam*, membre du conseil scientifique d'Attac France sera l'invitée de *Bizi* pour une conférence sur la souveraineté alimentaire, de décroissance et de combat pour la justice climatique).

Et... Chaque premier vendredi du mois de 18 à 19 heures cercle de silence en solidarité avec les sans papier devant la mairie de Bayonne.

...Suite de la page 9

26. Les textes à définir sont :

- **La Charte de l'association**, définissant ses valeurs, et les critères d'inéligibilité qui excluront certains secteurs de l'économie ;
- **Un Questionnaire pour évaluer**, avec les prestataires, leur niveau d'implication sociale, écologique, pour l'euskara et pour leur territoire d'implantation ;
- **Un Cahier d'accompagnement**, qui donnera des pistes d'amélioration aux prestataires et recensera les intervenants pouvant les accompagner (*Ademe, Bai Euskarari*, etc.).

27. **Les prestataires s'engageront** chaque année, ou tous les deux ans, selon la durée de l'agrément, sur un certain nombre d'**améliorations de leurs pratiques**. Ces *Engagements*, ou *Défis*, seront décidés par eux, pour être **adaptés à leur activité** et à leur réalité professionnelle, et donc réalisables. Ils relèveront des domaines suivants :

- **Social** : emploi, prix, forme de l'entreprise, lutte contre les discriminations, etc. ;
- **Écologie** : réduction de l'impact sur l'environnement ou des prélèvements sur les ressources (tri des déchets, utilisation ou commercialisation de produits bio ou écolos, économies d'énergie, réduction des emballages, covoiturage, etc.) ;
- **Euskara** : la grille d'évaluation de Bai Euskarari servira de référence. Il s'agira de développer l'affichage en euskara dans les commerces et l'apprentissage de l'euskara par les personnels au contact des clients, notamment via des stages finançables par la formation professionnelle.
- **Territoire** : relocalisation des fournisseurs, vie de quartier, implication dans la vie sociale du canton ou de la ville, partenariats avec des associations, aide au développement de la monnaie, etc.

28. L'association de gestion de la monnaie s'assurera, au moment de l'agrément d'un prestataire, qu'une partie au moins de ses *Engagements* concernent le cœur de son métier, pour éviter les effets d'opportunisme.

29. Ces *Engagements*, ou *Défis*, devront être **aisément vérifiables** par les groupes locaux, pour ne pas créer un système compliqué et intrusif de contrôle.

30. Les prestataires auront une page sur le **site Internet** de l'association, sur laquelle ils pourront afficher les aspects positifs de leur *Questionnaire*. Ils afficheront également leurs *Engagements* pour l'année en cours. Ils pourront aussi afficher en boutique leurs *Questionnaire* et *Engagements*. Cette **transparence** sera une garantie supplémentaire pour le consommateur. ♦

La « Marche blanche »

CE dimanche 1^{er} avril 2012, une marche blanche en hommage à Yohan Arfini a rassemblé environ 45 personnes devant l'entrée de l'usine « *Timac Agro* » sur la zone portuaire de Tarnos. C'est sur le site de cette usine, alors dénommée « *Agriva* » que Yohan Arfini, employé de cette société a perdu la vie le dimanche 3 avril 2011.

Les circonstances de l'accident avaient suscité à l'époque l'incrédulité ; la victime serait tombée d'une passerelle métallique située à une hauteur de dix sept mètres, se serait écrasée au sol alors qu'elle fut retrouvée à trois mètres de l'aplomb de la passerelle... Aucun témoin n'était présent au moment de l'accident. Seule blessure constatée par le médecin légiste : impact à l'arrière du crâne et une ecchymose à l'œil. Aucune autre fracture aux bras ou aux jambes ni le moindre enfoncement du thorax, ce qui peut étonner pour un homme de 1m82 et 86 kilos qui chute de dix sept mètres.

Les gendarmes de la brigade de St Martin de Seignanx appelés sur place, concluent à la thèse d'un suicide, « *l'explication la plus plausible* » également pour l'inspecteur du travail !

La justice n'ayant rien trouvé à redire sur ce cas, l'affaire fut classée. La famille de Yohan Arfini et ses proches contestent depuis le début la thèse du suicide, considérant cette thèse comme une insulte à la mémoire du défunt. Après le décès, le corps de la victime avait été conservé 15 jours à l'écart absolu de la famille, pour une éventuelle autopsie qui n'a finalement jamais eu lieu. Au funérarium de St Martin de Seignanx, les personnes chargées de la préparation du corps transmettront à la famille leur « surprise » de ne pas avoir eu à réaliser la moindre reconstitution corporelle avant sa mise en bière.

Devant les nombreuses zones d'ombre qui entourent cette affaire, la famille de la victime

est déterminée à demander la réouverture du dossier, confiant cette démarche à Maître Capdevielle qui s'appuiera notamment sur les rapports et certificats médicaux.

Au terme de la marche blanche, des roses blanches et des photos de Yohan Arfini ont été déposées sur le portail de la société *Timac Agro* qui était ce jour là soigneusement cadenassé et les installations à l'arrêt. Inhabituel pour une activité fonctionnant en trois huit...

Rappelons que cette société s'appelait encore très récemment *AGRIVA*, précédemment *SATEC / RENO* et appartient au groupe *ROUILLIER*, également propriétaire du site *Fertiladour*, sur lequel les travailleurs ont payé et paient encore un lourd tribut à des conditions de travail et de sécurité plus que précaires... Les couleurs pimpantes des réservoirs actuels ne sauraient faire oublier la noire réalité des années passées.

Ben

Mai 1990, Mai 2012...

Jacques-Yves COUSTEAU
TEAU écrivait :

Myopes et Hypermétropes. Dans l'ensemble, le monde souffre de myopie. Les entreprises voient leur sort joué en bourse d'après leurs résultats annuels et même aux États Unis les plans d'investissements les plus audacieux ne se risquent qu'à moins de cinq ans. Les décideurs politiques sont ligotés à leurs échéances électorales... deux ans-quatre ans, cinq ans pour le Président de la République française. Au delà, c'est le trou noir. La myopie a réduit les visions stratégiques à l'échelle des échéances tactiques.

L'infirmité, hélas ! s'est généralisée et n'a même pas épargné les défenseurs de l'environnement. On nettoie la Tamise ou le lac Erié, on publie la liste des produits ménagers polluants, on recycle le papier sans trop savoir pourquoi, on envoie les verts à l'abattoir électoral, on prône les économies d'énergie et l'essence sans plomb tout en encourageant le cirque des Formules 1. Pour couronner ce palmarès de la courte vue, les technocrates ont choisi comme énergie de transition, le nucléaire, dont les conséquences seront supportées pendant des millénaires par les générations futures. Ceux-ci qui ne lisent plus et écrivent mal, sont livrés par des éducateurs myopes au miroir aux alouettes d'une télévision clignotante, asservie aux plus bas instincts. Les conducteurs des chars des états, ne focalisant qu'à courte échéance, arrivent à éviter par d'incessants coups de volant les nids de poule qui jonchent une route dont la destination reste inconnue. Ils savent bien, pourtant que la bombe à retardement du tiers monde, le réchauffement de la planète, la persistance des nationalismes dont les conséquences ne se manifesteront qu'à long terme, nécessitent des mesures immédiates, mais que les mesures immédiates sont un investissement à long terme, celles-ci sont repoussées sine die.

Jacques Yves COUSTEAU,
de l'Académie Française.

Souhaitons que si le président élu en mai 2012 à la tête de la FRANCE, est celui qui a bénéficié d'un accord avec EUROPE ECOLOGIE LES VERTS, il saura ne pas renvoyer l'adoption des mesures aptes à réduire l'effet de serre à une époque où il sera sans doute trop tard pour qu'elles aient le moindre effet.

Ben

L'ENFANT D'EN HAUT

RÉALISÉ PAR URSULA MEIER

UR les hauteurs d'une station de ski alpine, Simon, 12 ans, porte combinaison, anorak, gants et chaussures de ski. Non, il n'est pas l'un des nombreux touristes venus profiter de la neige fraîche. Simon, lui, vit « en bas », dans les immeubles d'une cité désolée. Chaque jour, il emprunte la télécabine qui le conduit à la station, là-haut. Chaque jour, il vole des skis, des chaussures ou des casques, qu'il revend ensuite aux enfants de son immeuble.

Pour le jeune adolescent, c'est une question de survie, car sa grande sœur Louise a perdu son travail et s'absente parfois plusieurs jours dans les bras d'hommes d'un soir, laissant son frère livré à lui-même. Pourtant, c'est lui qui fait bouillir la marmite. Ses bénéfiques, petits mais réguliers, leur assurent une vie correcte. Mais là-haut, personne ne le connaît. Là-haut, il joue le rôle du fils de riches hôteliers venu profiter, comme les autres, des plaisirs de la neige.

La réalisatrice Ursula Meier explique : « *L'enfant d'en haut* raconte l'histoire d'un enfant qui veut s'élever dans tous les sens du terme, une élévation physique, sociale et finan-

cière. Alors que le bas n'est qu'abîme, boue et brouillard, au sens météorologique mais aussi symbolique, le haut est comme le jardin des délices : soleil, neige immaculée, argent, frime... »

Orphelin (le mystère plane d'ailleurs autour de la question des parents), sa relation avec Louise, fusionnelle et ambiguë, ne suffit pas à combler son désir d'affection. Déboussolé, il recherche désespérément l'amour maternel et croit le trouver dans la personne d'une touriste anglaise, mère de deux enfants. Il tente de pénétrer l'univers de cette famille à l'apparence parfaite et heureuse, mais une barrière invisible, sociale et culturelle, les maintient à distance...

Curieusement, là-haut les cadres sont serrés, l'espace est réduit, et Simon est facilement repérable malgré son agilité et sa souplesse. A l'inverse, en bas, la caméra filme l'immensité de la plaine industrielle sèche et grise où vit le jeune garçon, interprété par le très prometteur Kacey Mottet Klein.

« L'enfant d'en haut » est donc un film plein de sensibilité et de fragilité, sur un jeune adolescent livré à lui-même et en quête d'un amour maternel qui lui fait cruellement défaut.



arc • en • ciel
Ortzadar

Tél / Fax : 05 59 31 85 82 — Courriel : ortzadar@bigfoot.com
<http://ortzadar.free.fr>

Vous avez lu l'édito, les cop's ?
Il paraît que l'équipe d'Ortzadar prend un sacré coup de vieux...



Alors, envoyez-leur vite vos encouragements, si vous les aimez encore... Viiiite !



Abonnement à **ORTZADAR**
Bimestriel - 1 an : 13€
De soutien : 18€



NOM, Prénom

Adresse

CP..... Ville

Bulletin à retourner à :
B.P. 90080 - Mouguerre - 64990 St-Pierre d'Irube

Ortzadar - Alternative Pays Basque
est édité par l'association loi 1901 du même nom
Commission paritaire n° 0716 G 88241
Directeur de la publication : Jean-Maurice FAYE
Mise en page et illustrations : José AGUIRRE
Imprimé sur les presses de l'imprimerie Artisanale à Bayonne